



SECURITY DEFENSE

Business review

N° 210 • 26 Février 2019

L'actu de la Menace

→ L'islamisme radical sur tous les fronts

L'Algérie et la Tunisie sont à nouveau dans le viseur d'Al-Qaïda. Dans une déclaration publiée en anglais et en arabe par le biais de la Fondation Al-Andalus pour la production médiatique (outil de propagande du groupe terroriste sur les réseaux sociaux), Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) a appelé ses « fidèles » à se battre contre ceux qu'il appelle les « ennemis de l'Islam ». Cet appel a été lancé suite aux décisions des autorités algériennes et tunisiennes d'interdire la prière dans les écoles coraniques, ainsi que la fermeture de plusieurs d'entre elles. Selon le texte de la déclaration, les gouvernements algérien et tunisien « ont abandonné la Sharia d'Allah [La loi de Dieu] et veulent la remplacer par les Constitutions et les lois des infidèles ». Un rapport de l'ONU, publié quelques jours seulement avant cette menace d'Al-Qaïda, a mis en garde les pays d'Afrique du Nord contre les menaces potentielles des cellules dormantes et des « loups solitaires » qui attendent un soutien de la part des nébuleuses terroristes comme Daech, quasiment vaincue en Syrie, qui chercherait à redéployer ses moyens vers ces cellules. (A La Une, Afrique)

→ Crise en Russie

Depuis 1932, en URSS puis en Russie, l'âge de la retraite est fixé à 55 ans pour les femmes disposant d'un stage de travail de 20 ans et à 60 ans pour les hommes disposant d'un stage de travail de 25 ans. En 2005, Vladimir Poutine affirmait durant la campagne électorale que, lui élu, la question de l'allongement de la période du travail ne serait pas à l'ordre du jour. Cependant, le gouvernement russe, dans un projet de loi en date du 16 juin 2018, proposait un allongement progressif de l'âge de la retraite, entre 2019 et 2034 jusqu'à 63 ans pour les femmes, et entre 2019 et 2028 jusqu'à 65 ans pour les hommes. Ce projet avait été adopté en première lecture le 19 juillet 2018. Toutefois, face à la montée du mécontentement populaire devant cette nouvelle législation, qui remettait directement en cause un des acquis du socialisme réel, le 29 août 2018 Vladimir Poutine propose, uniquement pour les femmes, de porter l'âge de la retraite, non plus à 63 ans comme prévu dans le projet de loi, mais à 60 ans. Le projet de loi ainsi modifié a été adopté par la Douma le 27 septembre 2018, puis par le Conseil de la Fédération le 3 octobre. Le Président Poutine signait le même jour l'entrée en vigueur de cette nouvelle loi. Cette loi constitue pour la première fois, dans la vie politique russe, un dédit du Président russe. La sanction de l'opinion publique a été immédiate, avec une baisse du soutien de la population qui passe de plus de 80%, au moment de la réintégration de la Crimée à la Russie, à 62% fin janvier 2019. Plus grave, pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, le Président Poutine doit faire face non plus à des manifestations conduites par une opposition politique divisée, mais à des mouvements populaires de protestation remettant directement en cause sa politique sociale.

SOMMAIRE

- > Interview de Christophe Stalla-Bourdillon p.2
- > Dans les secteurs p.4
- > Les marchés financiers p.5
- > 3 questions à Fabien Lecoq, Sopra-Steria p.6

AGENDA

- > 05 - 06 Mars 2019 - Londres, UK
Counter Terror Expo
- > 17 - 21 Mars 2019 - Langkawi, Malaisie
LIMA 2019
- > 19 - 22 Mars 2019 - Moscou, Russie
MIPS
- > 02 - 04 Avril 2019 - Singapour
Milipol Asia-Pacific
- > 02 - 05 Avril 2019 - Rio de Janeiro, Brésil
LAAD Defence & Security

Plus d'infos

→ CYBER

D'après le rapport de Symantec sur les cyber-menaces, les cybercriminels s'enrichissent considérablement avec le formjacking (injecter un code malveillant dans les sites de e-commerce afin de dérober les informations de carte bancaire) devenu une véritable menace pour les entreprises et les consommateurs.

Interview de Christophe Stalla-Bourdillon

Professeur* et consultant international

◆ **SDBR : On entend beaucoup parler de complot et de complotisme depuis quelques temps. Est-ce toujours à bon escient ?**

Christophe Stalla-Bourdillon : Le terme « complot » est utilisé assez régulièrement pour décrédibiliser un certain nombre d'hommes et de femmes politiques, de blogs ou d'experts... Il suffit de dire « c'est un conspirationniste... » et, que ce soit vrai ou faux, la personne est immédiatement morte médiatiquement ! C'est devenu un moyen de manipulation alors que la plupart des gens ne savent pas ce que ce mot veut dire. Il suffit qu'une personne, dite crédible, déclare avec aplomb devant un auditoire ou à la télévision « il a un blog conspirationniste » ou « c'est du conspirationnisme » pour qu'immédiatement la personne visée devienne infréquentable. La théorie du complot n'est pas nouvelle dans l'Histoire mais, avec Internet, elle a pris une ampleur nouvelle et le complotisme se révèle être un terme utilisé par ses adeptes autant que par ses détracteurs, pour son sens premier autant que pour son contraire : en gros, pour les conspirationnistes « tout est complot... » et pour décrédibiliser un adversaire on dira « il voit des complots partout, donc c'est un conspirationniste... ».



◆ **Qu'est-ce que le conspirationnisme au sens étymologique ?**

Le conspirationnisme désigne la tendance à attribuer abusivement l'origine d'un événement ou d'un fait jugé néfaste à un inavouable complot dont les auteurs présumés – et/ou ceux à qui il est réputé profiter – conspireraient, dans leur intérêt, à tenir la vérité cachée. Pourquoi « abusivement » ? Parce que le récit proposé s'affranchit des règles élémentaires de la méthode scientifique en matière d'administration de la preuve. Bien sûr, les complots ont existé depuis que le monde est monde : par exemple, l'assassinat de Jules César, le 15 mars de l'an 44 avant JC, fut le résultat d'un complot de sénateurs romains dont l'un des chefs était Marcus Junius Brutus, propre neveu de César. Autre exemple, la tentative d'assassinat d'Adolf Hitler, le 20 juillet 1944, était le résultat d'un complot orchestré par des conjurés civils et militaires souhaitant le renversement du régime nazi afin de pouvoir négocier la fin de la Seconde Guerre mondiale avec les puissances alliées. Récemment, la tentative de putsch d'officiers gabonais, le 7 janvier 2019, était bien le résultat d'un complot pour renverser le Président Ali Bongo. Tous ces exemples pour montrer qu'il n'est pas question de faire du négationnisme de l'existence de vrais complots, mais qu'il faut être prudent pour qualifier le conspirationnisme. Or nous observons une recrudescence de théories du complot.

◆ **Comment reconnaître un vrai d'un faux complot ?**

Ce n'est pas toujours facile. Toute théorie du complot propose une version alternative à la version communément admise et généralement officiellement reconnue de faits, d'événements ou de phénomènes tels que le décès d'une personnalité (John Fitzgerald Kennedy, Lady Diana, Coluche...), un accident industriel (l'explosion de l'usine AZF de Toulouse), un attentat (11 septembre 2001 aux Etats-Unis), un fait scientifique (alunissage d'Apollo 11 le 20 juillet 1969), etc. La mécanique conspirationniste procède d'un discours de mise en accusation, une théorie du complot consistant à dévoiler l'identité de ceux qui « ont intérêt » au prétendu complot et qui en seraient les commanditaires. Une théorie du complot désigne toujours, explicitement ou non, un groupe d'individus ou une organisation plus ou moins structurée comme étant à l'origine du complot allégué : sorcières, lépreux, Templiers, Juifs, jésuites, francs-maçons, services secrets, banques, groupes industriels, etc. Les mobiles avancés sont invariablement la soif de domination, la quête du pouvoir ou l'argent.

◆ **Vous parlez du 11/09/2001. Pourquoi parler de complot alors que tout a été filmé ?**

A propos des attentats du 11/09, rappelons que 2977 personnes ont trouvé la mort dans des attaques perpétrées par 19 individus, membres d'Al Qaeda, qui ont détourné quatre avions de ligne pour les faire s'écraser sur le World Trade Center de New-York, sur le Pentagone près de Washington et à Shanksville en Pennsylvanie. Depuis quinze ans, les théories du complot contestent les versions officielles, relayées parfois dans des films célèbres, par certains politiques, des écrivains (comme Thierry Meyssan en France), des « people » (comme l'actrice Marion Cotillard), etc. (...)

* Christophe Stalla-Bourdillon est professeur associé à l'ICN Business School, professeur vacataire à l'Ecole polytechnique et à l'IHEDN.

Suite de l'interview...

(...) Les théories complotistes les plus relayées soutiennent que « le gouvernement américain aurait laissé se produire les attentats, tout en étant au courant de ce qui se préparait, pour que le Président Bush puisse se maintenir au pouvoir », que « le gouvernement a déclenché délibérément ces attentats », que « la démolition des tours du World Trade Center était contrôlée par des explosifs dissimulés dans les tours », « que la Tour 7, qui abritait des locaux de la CIA et le bunker du maire de New-York, n'a pas pu s'effondrer toute seule », que « c'est un missile qui a frappé le Pentagone et pas un avion » (le vol AA77 en l'occurrence), que « le vol UA93 ne s'est pas écrasé mais qu'il a été abattu par la chasse américaine », etc. Toutes les enquêtes, menées par le FBI et les experts de l'aviation civile, ont expliqué ce qui s'était passé, mais vous n'empêchez jamais des « théoriciens du complot » de se faire valoir après de tels drames.

◆ Sur quelle mécanique s'appuient ces « théoriciens du complot » ?

Les complots sont des discours sur les événements. Ils fonctionnent donc comme n'importe quel discours selon un certain nombre de topoï (de topos en grec qui signifie thème récurrent), d'arguments rhétoriques et de mécaniques. Tout d'abord, « Il n'y a pas de fumée sans feu » : ce topos permet au discours conspirationniste d'accumuler les arguments pour valider sa thèse, sans pour autant en valider aucun. Au final, il reste un soupçon et l'apparente nécessité qu'il faut continuer d'enquêter, de chercher, de dévoiler car tout n'est peut-être pas faux. Il se met alors en place « un millefeuille argumentatif » qui mélange histoire, géopolitique, théologie et biologie sans qu'il y ait pour autant de rigueur scientifique. Autre topos : « A qui profite le crime » ? Il s'agit d'un topos caractéristique qui permet de reconstruire les événements a posteriori en démontrant qu'ils ont finalement atteint le but qui est censé être celui du complot : ainsi, à propos du 11/09/2001, certaines théories partent du principe que les Etats-Unis ont profité des attentats car ils voulaient mener une guerre en Irak pour s'approprier son pétrole... Les théories du complot suivent une forme d'hypothèse intentionnaliste qui part du principe qu'il n'existe aucun événement sans qu'il n'y ait derrière un acteur caché qui en profite. Autres topoï courants : « Vous ne pouvez pas prouver que j'ai tort donc j'ai peut-être raison ! », « Prouvez-moi que j'ai tort » (inversion de la charge de la preuve), « Ce n'est pas une coïncidence », « Ce n'est pas impossible », « Et si... » etc. « Vous ne pouvez pas prouver que j'ai tort donc j'ai peut-être raison ! ».

◆ Mais faut-il donc conclure que la plupart des êtres humains sont d'une navrante naïveté ?

Nous partons d'un constat : les gens, ne sachant pas (pour la plupart) dire "Je ne sais pas" ont spontanément besoin d'une explication intuitive, simple, plausible et, si possible, globale pour chacune des interrogations qu'ils se posent. Une bonne théorie du complot orchestrée (à différencier de la "théorie du complot spontanée") n'affirme jamais : elle crée le doute. Affirmer, ce serait courir le risque pour leurs auteurs de poursuites judiciaires. Il s'agit plutôt de susciter des questionnements provoquant un faisceau d'indices et de coïncidences qui seront perçus par les "ignorants" comme autant de preuves. En période d'élections, une "théorie du complot orchestrée" peut être un puissant outil de manipulation. Le principe s'appuie sur les règles de fonctionnement basiques d'une démocratie victime d'un fort taux d'abstention (entre 20% et 40%) : il suffit en effet d'avoir plus de 50% des votes "utiles" pour l'emporter. Avec une bonne "théorie du complot orchestrée", on réussit habituellement à "orienter" entre 12 et 15% de la population. Les meilleures "stratégistes" peuvent atteindre 23%. Cela peut suffire à faire basculer une minorité en majorité démocratique dans le sens que l'on souhaite (après déduction de l'abstention).

« Une bonne manipulation, c'est une manipulation dans laquelle la marionnette est libre... et dit "Merci" à son marionnettiste. Exemple : on commence à faire peur puis on arrive comme le sauveur. »

Pour conclure, nous pourrions soumettre à vos lecteurs une question que je pose régulièrement à nos étudiants : "Quelle différence y a-t-il entre le doute légitime du philosophe (qui cherche à comprendre) et le doute conspirationniste du complotiste (qui ... ne doute plus de son doute) ?"

Interview réalisée par Alain Establier

Dans les secteurs

→ **NAVAL GROUP change de division grâce au contrat australien**

Un pas important dans le futur programme de sous-marins australien a été franchi avec la signature, le 11/02/2019, du SPA (strategic partnering agreement) entre le ministère de la Défense australien et Naval Group. Cet accord stratégique de partenariat avec le gouvernement australien ouvre la voie à 50 ans de coopération à venir pour Naval Group : il faut souligner que ce contrat de Défense est le plus gros jamais alloué par l'Australie. Le SPA, qui a nécessité 3 ans de négociations pour aborder tous les sujets (dont celui de la propriété industrielle) est un contrat cadre juridiquement très robuste : s'y adjoindront ensuite des contrats de programme. Le premier contrat de programme sera signé très prochainement et concernera le design des sous-marins : un contrat sur 4 ans pour 1,5 milliards d'euros. Rappelons que les systèmes de combat des futurs sous-marins font partie d'un lot gagné par Lockheed Martin et que seules les interfaces de commande donneront lieu à une collaboration entre Naval Group et Lockheed Martin.

La signature du SPA confirme aussi que la phase de faisabilité du choix des Australiens, à faire construire 12 sous-marins de classe Barracuda et un chantier naval par Naval Group, est maintenant achevée : en particulier, la définition des exigences opérationnelles pour la construction d'un chantier naval de nouvelle génération et la confirmation que ce contrat a pour but de faire construire par les Australiens des sous-marins pour les Australiens, avec ce que cela implique en matière de transfert de technologie et de sous-traitance locale. Le contrat australien ne prévoit pas de contrainte juridique en matière de recours à la sous-traitance locale (contrairement au contrat Rafale avec l'Inde par exemple), mais une simple obligation morale à «maximiser le plus possible la sous-traitance australienne sans mettre en jeu pour autant la performance et la sécurité des sous-marins» nous dit Jean-Michel Bilig directeur du contrat australien chez Naval Group : ainsi, le fournisseur allemand des moteurs diesel du sous-marin restera, à charge pour lui d'implanter une filiale en Australie pour assurer une partie de la production du moteur et son MCO. Concernant Naval Group, la conception des sous-marins ne fait pas partie des transferts de technologie et restera en France, où 700 personnes seront directement et indirectement concernées par ce contrat (essentiellement sur les sites de Cherbourg et de Nantes).

La construction du 1er sous-marin débutera à Adélaïde en 2023 (pour une livraison début 2030) puis la construction des 11 autres s'échelonne tous les 2 ans.

Pour Jean-Michel Bilig, « avec ce SPA, Naval Group a changé de division et s'affirme comme un leader mondial grâce aux performances exceptionnelles de ses sous-marins ». Il semble que beaucoup de pays, ayant une Marine militaire, s'intéresse à ce qui se passe en Australie pour Naval Group ce qui est le signe d'une dynamique porteuse pour la filiale navale de Thales.

www.naval-group.com

→ **MBDA a présenté le SPIMM**

A l'occasion du salon IDEX/NAVDEX 2019, à Abu Dhabi, MBDA a présenté le SPIMM (Self-Protection Integrated Mistral Module), un module de défense aérienne « tout-en-un » basé sur le système SIMBAD-RC et destiné à équiper tous types de bâtiments, en particulier ceux qui ne sont pas pourvus de système de combat (ex. bâtiments logistiques). Le module SPIMM se compose d'une tourelle navale automatisée SIMBAD-RC équipée de deux missiles Mistral prêts au tir, et d'un système infrarouge panoramique à 360° qui assure la détection et la poursuite des menaces aériennes et de surface. Conçu pour protéger les bâtiments de surface contre la plupart des menaces aériennes classiques (missiles antinavires, avions de combat, hélicoptères et drones), le couple SIMBAD-RC Mistral a démontré fin 2018 sa capacité à neutraliser, de jour comme de nuit, des menaces asymétriques telles que les embarcations rapides de type FIAC (Fast Inshore Attack Craft).

www.mbda-systems.com



Les articles de cette Lettre sont protégés par le droit d'auteur

Avant d'en faire des copies dans le cadre de votre activité professionnelle, assurez-vous qu'un contrat d'autorisation a été signé avec le CFC

www.cfcopies.com



Les marchés financiers

A 5 semaines de la date prévue pour le Brexit, les événements devraient s'accélérer dans les prochains jours. Bien que l'issue des négociations sur la clause de « backstop » concernant le problème irlandais et celle des prochains votes au Parlement demeurent bien incertaines, les marchés financiers écartent actuellement le scénario d'un « hard Brexit » le 29 mars : la livre anglaise se renforce, les taux longs n'anticipent aucune poussée inflationniste et les indices boursiers affichent un solide rebond depuis fin décembre. Les marchés tablent sur le vote de l'accord UE-Royaume-Uni qui ouvrirait la voie à une période de transition de 21 mois ou au pire sur un report de la date du Brexit. L'optimisme des marchés surprend : le scénario du « hard Brexit » le 29 mars ou un peu plus tard (fin juin ?) ne peut toujours pas être écarté et même les scénarios de la période de transition ou celui, plus improbable, d'un renoncement au Brexit ne peuvent faire oublier que certains mouvements sont irréversibles: transferts d'activités financières et d'agences européennes dans la Zone Euro, fermeture programmée d'usines automobiles japonaises... L'optimisme des marchés pourrait faire long feu !

Nom	Pays	Cours au 31/12/18	Cours au 07/02/19	Cours au 21/02/19	▲ / ▼	Depuis le 01/01/19
Rheinmetall	DE	77,16	92,54	93,68	▲	21%
Siemens	DE	97,38	95,41	94,55	▼	-3%
ThyssenKrupp	DE	14,98	15,9	13,2	▼	-12%
Nokia Corp,	FIN	5,08	5,32	5,31	▲	5%
Airbus Group	FR	83,98	102,08	111,26	▲	32%
Atos	FR	71,48	81,9	83,08	▲	16%
Dassault Aviation	FR	1210	1340	1338	▼	11%
Safran	FR	105,4	114,7	118	▲	12%
ST Microelectronics	FR	12,48	14,49	14,58	▲	17%
Thales	FR	102	102,2	107,2	▲	5%
CNHI / ex Fiat Industrial	IT	7,85	8,9	9,3	▲	18%
Leonardo	IT	7,68	8,83	8,84	▲	15%
Hitachi Ltd	JP	2935	3503	3479	▼	19%
Mitsubishi Electric	JP	1216	1390	1428	▲	17%
Panasonic	JP	990	1031	1042	▲	5%
Sony	JP	5326	4713	5340	▲	0%
Assa Abloy	SW	158,15	189,05	193,05	▲	22%
Saab Group	SW	307,8	315,8	327,9	▲	7%

Nom	Pays	Cours au 31/12/18	Cours au 07/02/19	Cours au 21/02/19	▲ / ▼	Depuis le 01/01/19
Volvo Corp.	SW	115,95	133	137,7	▲	19%
Babcock Int Group	UK	489,3	542,4	555,8	▲	14%
Bae Systems	UK	459,2	519	475,7	▼	4%
Qinetiq Group	UK	286,4	306,4	309,5	▲	8%
Ultra Electronics	UK	1300	1313	1296	▼	0%
Boeing	US	322,5	411,11	421,55	▲	31%
Cisco Systems	US	43,33	47,48	49,63	▲	15%
Elbit Systems	US	114,02	125,72	133,38	▲	17%
General Dynamics	US	157,21	172,76	174,45	▲	11%
Honeywell International	US	132,12	148,9	154,58	▲	17%
Johnson Controls (Tyco)	US	29,65	34,12	35,43	▲	19%
Kratos	US	14,09	15,95	17,65	▲	25%
L3 Communications	US	173,66	202,73	212,96	▲	23%
LEIDOS / ex SAIC	US	52,72	61,46	61,68	▲	17%
Lockheed Martin	US	261,84	299,83	307,2	▲	17%
Northrop Grumman	US	244,9	280,41	288,22	▲	18%
Raytheon	US	153,35	175,07	187,29	▲	22%
United Technologies	US	106,48	121,36	128,43	▲	21%

DE: Frankfurt, FR: Paris, IT: Milano, UK: London, SW: Stockholm, US: NYSE, JP: Tokyo

VOLVO Corp.

Flottant : 1 960 000 000 actions soit 92.02 % du total des actions

Cours au 31/12/2018 : 115.95 SEK

Cours au 07/02/2019 : 133.00 SEK

Cours au 21/02/2019 : 137.70 SEK

Variation par rapport au 01/01/2019 : + 19 %

Dividende 2018 : 10 SEK soit un rendement de 8.62 %

Actualités : 2018 a été une année record pour le groupe Volvo : augmentation du chiffre d'affaires net de 39%, à SEK 391 milliards (333), et amélioration du résultat opérationnel ajusté à 40,7 milliards (29,3), avec une marge de 10,4% (8,8), d'où accroissement de la solidité financière du groupe. Les camions, les équipements de construction, Volvo Penta et les services financiers ont tous enregistré leur bénéfice d'exploitation ajusté le plus élevé de tous les temps.

Infos utiles

- Une publication bimensuelle
- Rédacteur en chef : Alain Establier
- Société Editrice : SDBR Conseil, SAS domiciliée
4 Rue du Calvaire, 92210 Saint-Cloud, France
520 236 662 RCS Nanterre
E-mail : admin@securitydefensebusinessreview.com
Web: www.securitydefensebusinessreview.com

- Abonnements: +33 (0) 9 77 19 76 40
- Abonnement annuel : 999 € HT (TVA 20%: 1 198.80€ TTC)
- Abonnement semestriel : 600 € HT (TVA 20% 720 € TTC)
- ISSN 2107-7312

Prochain Numéro: **Mardi 12 Mars 2019**

3 questions à Fabien Lecoq

Cyber-security CTO chez Sopra-Steria

→ SDBR : Quelle est la perception de la cybersécurité par Sopra Steria* ?

Fabien Lecoq : Le marché de la cybersécurité est assez fragmenté, que ce soit au niveau européen ou au niveau d'un pays, avec des opérateurs télécoms, des opérateurs d'intégration ou de conseil, des entreprises du numérique, de la Défense, etc. Sopra-Steria se positionne sur des secteurs d'activité comme le partenaire de confiance, à la fois en capacité de conseiller, de déployer ou d'intégrer les solutions puis de les opérer (infogérance), donc nous sommes très attentifs à ce que nous conseillons (la plupart des clients nous confient une approche end-to-end cyber allant du conseil aux opérations cyber devant délivrer la valeur attendue). Nous avons défini 5 secteurs d'intervention : Défense, Aéro, Banque, Transport et Energie. Nous avons choisi une approche de services packagés où nous délivrons l'ensemble de nos services, ce qui nécessite plusieurs expertises pour pouvoir allouer des compétences à la demande. Dans un marché où la cybersécurité est passée de la défense type « ligne Maginot » à la défense par couches en oignon dite « défense en profondeur », Sopra-Steria a choisi depuis 3 ans d'aller au-delà de la défense en profondeur et de sécuriser la donnée : exemple avec le téléphone personnel qui n'est pas conçu pour la protection des données, il convient donc de sécuriser la donnée indépendamment de son vecteur. Sur cette approche, nous disposons d'outils technologiques permettant d'analyser la donnée, tels que le « privileged access management » par exemple. Mais l'approche technologique n'est pas suffisante si on ne comprend pas les métiers de nos clients. Jusqu'à récemment, les intervenants cyber demandaient aux clients de classer leurs données alors que les clients étaient peu préparés à effectuer ce travail ; nous avons donc organisé un service pour classer les données, non pas en mode confidentiel / secret / public mais en associant des métadonnées qui représentent un métier : exemple, données de salaires, données contractuelles, données personnelles, innovation, etc. Ce pré-classement, opéré par Sopra Steria, permet ensuite au client de plus facilement différencier les données sensibles de celles qui ne le sont pas.



→ Et ensuite, que faites-vous avec ce classement de données ?

Une fois ce classement opéré, avec la constitution d'un cluster visuel de données (basée sur une approche IA et une interface de visualisation interactive avec les business), nous pouvons analyser les solutions informatiques et la surveillance cyber déjà en place, de façon à pouvoir proposer des compléments éventuels de solutions adaptées à la situation du client dans ses différents métiers. Nous considérons que la sécurité de la donnée, au sens global pour une entreprise, n'évoque rien chez les clients ; par contre la sécurité de la donnée, pour tel ou tel métier de l'entreprise, a beaucoup de signification pour les collaborateurs concernés. A partir de cela, nous pouvons donner, au département concerné dans l'entreprise, un tableau de bord présentant les mécanismes de protection de ses données mis en place et les risques détectés (en termes de cyber-attaques ou de non-conformité) ; ensuite nous pourrions présenter à la direction générale une vision globale de la protection de ses données. L'objectif métier est un processus dans l'entreprise ; la question est de savoir comment identifier une attaque, une faiblesse ou une non-conformité sur un « asset » informatique et remonter du système au « middleware », à l'application et à la mission pour garantir un objectif métier, tout en visualisant de façon simple l'impact métier de cette détection. L'approche « sécurité de la donnée » est donc une profonde révolution et permet d'aligner sous une même approche de risque et de protection les métiers, la corporate sécurité, des équipes sécurité du SI et les services de DPO.

→ Vous avez une approche très orientée vers les OIV...

Sopra Steria a deux entités cyber : l'une orientée vers les entreprises privées et l'autre dédiée à la Défense. Nous avons de plus en plus de porosité entre les deux entités sur les approches, car il y a une capacité accélérée dans le monde de la Défense et que les entreprises autres n'ont pas toutes le même niveau de digitalisation et la même perception du risque lié à la cybercriminalité. Sopra Steria est un acteur de confiance global avec des approches spécifiques selon les secteurs d'activité.

Interview réalisée par Alain Establier

* www.soprasteria.com